



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.96/SR.581
15 décembre 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Cinquante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 581^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 5 octobre 2004, à 9 h 15

Président: M. ESCUDERO MARTÍNEZ (Équateur)

SOMMAIRE

RAPPORTS SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

DÉCLARATION DU HAUT-COMMISSAIRE, ORATEUR INVITÉ, ET DÉBAT GÉNÉRAL
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité exécutif seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 9 h 30.

RAPPORTS SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT (point 5 de l'ordre du jour)

Compte rendu de la mission du Haut-Commissaire au Tchad et au Soudan
(23 au 28 septembre 2004)

1. M. LUBBERS (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit qu'à son arrivée à N'Djamena au début de sa mission son attention avait été attirée par la souffrance des 33 000 réfugiés en provenance de République centrafricaine bloqués au sud du Tchad. Ces réfugiés ne pouvaient espérer qu'une chose, à savoir que les élections prévues en janvier 2005 apportent une stabilité suffisante leur permettant d'être rapatriés. En revanche, dans l'est du Tchad, 180 000 des quelque 200 000 réfugiés du Darfour sont déjà installés dans 10 camps, et un onzième camp vient juste d'ouvrir pour loger le reste de ces réfugiés. Avant la mission, une équipe du HCR a visité les camps pour examiner entre autres choses, les problèmes relatifs à la protection, notamment les violences d'ordre sexuel ou sexiste et la nécessité de veiller à ce que les camps ne contiennent pas d'armes. L'équipe a observé une certaine tension entre les réfugiés et les populations locales à cause de l'augmentation de la demande d'eau et de bois de chauffage, ainsi qu'une certaine jalousie de la part des populations locales, ce qui témoigne, quoique avec un certain effet pervers, de la qualité des services du HCR. Afin de mieux traiter ces problèmes, le HCR et d'autres organismes du système des Nations Unies s'informent auprès des populations locales et des réfugiés.
2. Au Darfour, le Haut-Commissariat a constaté que les autorités soudanaises ne croyaient pas à la présence de 200 000 réfugiés dans les camps du Tchad, ni au fait que tous ces réfugiés venaient du Darfour, un point de vue qui, bien que non étayé par des preuves, montre que les systèmes de recensement dans les camps doivent être améliorés. Il a également constaté une divergence de vues sur le temps que prendrait le rapatriement des réfugiés: des optimistes comme lui espèrent que les réfugiés pourront être rapatriés en une année, alors que d'autres tablent sur une période de trois ou quatre ans.
3. Il ressort des rencontres avec les fonctionnaires locaux, le personnel humanitaire et les personnes déplacées que la situation au Darfour s'apparente davantage à un cessez-le-feu violé par intermittence qu'à une guerre ou à une situation de violence systématique. Les équipes de protection mobiles du HCR travaillent au sein des collectivités et leur simple présence rassure la population locale, qui est ainsi plus disposée à rapporter les incidents, comme les viols, qui autrement seraient passés sous silence. Étant donné l'absence de forces de police, le HCR tente de persuader les autorités soudanaises de mettre en place des équipes spéciales de policières ou d'assistantes, qui pourraient travailler avec les personnes déplacées et consigner les récits d'actes comme le viol ou toute autre forme de violence sexuelle. Le HCR tente également d'aider les personnes déplacées à établir leurs propres structures sociales, en particulier en donnant aux femmes les moyens de participer, car on s'est rendu compte qu'il s'agissait là d'un des moyens les plus efficaces pour améliorer la protection.
4. S'agissant de la coopération visant à régler la situation au Darfour, le Haut-Commissaire souligne les efforts faits en vertu du plan de 90 jours, auquel participent les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) et qui met l'accent sur la nécessité d'une présence importante de l'Union africaine, non seulement pour

surveiller le cessez-le-feu, mais également pour rendre le rapatriement possible. Il précise que le HCR coopère également de façon très étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont les activités complètent celles du HCR. Il attache une importance particulière à l'établissement de bonnes relations avec les collectivités locales car il a été frappé, au cours de sa visite, par les réactions mitigées des fonctionnaires soudanais à ses remarques: ils pouvaient se braquer s'il insinuait que les personnes au Darfour pourraient recevoir une plus grande autonomie, cependant ils louaient l'aide du HCR et sa contribution à l'amélioration de la sécurité. Il reconnaît qu'il est parfois aussi difficile pour les autorités que pour le HCR de déterminer avec précision ce qui se passe sur le terrain. Une fois au cours de la mission, un membre éminent du Gouvernement lui a dit que de très nombreuses personnes déplacées étaient rentrées chez elles, affirmation que le HCR était dans l'impossibilité de vérifier.

5. À Khartoum, le Haut-Commissaire s'est vu rappeler que le Soudan est en proie à de graves problèmes à l'est du pays, où de nombreux réfugiés érythréens attendent un rapatriement et où des projets de fermeture de camps devenus inutiles sont en cours. La situation au sud a peu changé depuis sa précédente visite à Khartoum il y a presque un an: le retour des réfugiés et l'accord de paix se font toujours attendre. Si de fait, les réfugiés et les personnes déplacées peuvent rejoindre leurs foyers rapidement, le HCR devra coordonner ses efforts avec les autorités locales; dans tous les cas, il faudra prévoir une protection plus importante que celle qui est assurée par le HCR. Le Haut-Commissaire pense qu'il y a eu des progrès, dans la mesure où les autorités de Khartoum et celles du sud commencent à examiner les moyens d'aider les personnes rapatriées.

6. L'acceptation récente par le Gouvernement soudanais de l'idée de «zones sécurisées» pour les personnes déplacées est à saluer, en ce qu'elle témoigne de l'engagement du Gouvernement en faveur du processus de paix mais, d'un point de vue fonctionnel, il est important de se souvenir que, pour de nombreuses personnes déplacées, ces zones ressemblent davantage à des prisons qu'à des zones sécurisées. Bien qu'il soit trop tôt pour considérer le retour des personnes déplacées comme autre chose qu'un objectif ultime, le Haut-Commissaire est convaincu que de réels progrès peuvent être faits dans cette direction grâce à la poursuite des efforts de la communauté internationale pour dialoguer avec les collectivités locales, et que le HCR et l'Organisation internationale des migrations (OIM) auront un rôle à jouer à cet égard.

7. M. ALMAGLY (Soudan) dit qu'au cours des 40 dernières années on a trop souvent passé sous silence le fait que le Soudan a accueilli 1,5 million de réfugiés provenant des pays voisins et qu'encore aujourd'hui son pays accueille plus de 5 000 réfugiés tchadiens au Darfour. Certains observateurs n'hésitent pas à condamner le Gouvernement soudanais, lequel est effectivement en devoir de protéger la population, mais sont longs à condamner l'intervention de la communauté internationale qui ne fait qu'exacerber le conflit. Un article du *Washington Post* du 28 septembre 2004 a montré de façon convaincante que l'une des raisons pour lesquelles les rebelles du Darfour avaient refusé de cesser les hostilités était leur certitude que la communauté internationale était de leur côté. Les rebelles ont conclu que plus les combats dureraient, plus il était probable que la communauté internationale interviendrait en leur faveur. D'après le *Washington Post*, la communauté internationale a jeté à plusieurs reprises de l'huile sur le feu dans les conflits au nom du danger moral d'une intervention humanitaire. Un argument similaire avait été avancé par le conseiller juridique de l'ONG Médecins sans frontières, qui a estimé que les événements du Darfour avaient été qualifiés de génocide avant même qu'une aide d'urgence ait été apportée, ce qui avait mis la pression sur les autorités soudanaises. Les accusations de

génocide sont devenues une arme diplomatique très puissante et les organisations humanitaires devraient faire attention à ne pas se faire utiliser à des fins politiques.

8. Le Gouvernement soudanais a toujours donné aux ONG du monde entier, y compris les ONG non enregistrées au Soudan ou ayant fait l'objet d'interdictions antérieures, un accès illimité au pays et pourtant certains membres de la communauté internationale continuent de prétendre que le Soudan n'a pas véritablement l'intention de laisser passer l'aide humanitaire. Malgré ses faibles ressources, le Soudan a déployé plus de 6 000 agents de police dans des régions faisant l'objet de troubles et s'est engagé à respecter la résolution 1564 (2004) du Conseil de sécurité. Il a accepté le déploiement d'observateurs de l'Union africaine et en a même demandé davantage, au-delà des 4 000 prévus. Il attend avec impatience de voir comment la communauté internationale, y compris le HCR, tiendra ses promesses d'aide.

9. Ce sont les rebelles qui empêchent les secours d'arriver au Soudan et qui font barrage aux efforts de paix; c'est pourquoi la communauté internationale doit faire attention à ne pas les encourager par l'envoi de mauvais signaux, à l'instar du Secrétaire d'État des États-Unis, qui a fait échouer une tractation de paix entre le Gouvernement et les rebelles en déclarant à un moment crucial de la négociation qu'un génocide était en train de se produire. Le déplacement de réfugiés est un des résultats du conflit; la fin du conflit signifiera celle des souffrances.

10. M. ALAGHBASH (Soudan), tout en exprimant sa reconnaissance pour les efforts du HCR en faveur de la résolution de la situation du Darfour, dit que le programme dans l'est du Soudan a été négligé. Malgré les conclusions de la réunion de la Commission tripartite, tenue en avril 2004, selon lesquelles le processus de détermination du statut des réfugiés et la réorganisation du rapatriement doivent être achevés respectivement en octobre et en décembre 2004, le Soudan n'a aucun budget depuis juillet 2004, d'où son incapacité à remplir ses engagements dans le processus de vérité et de réconciliation. M. Alaghbash espérait porter le problème à l'attention du Haut-Commissaire, mais il en discutera en détail avec le Haut-Commissaire assistant le moment venu.

11. M^{me} REPETTI (Argentine), faisant référence à la remarque du Haut-Commissaire sur la nécessité de compléter les travaux effectués par le HCR, demande s'il a à l'esprit quelque mécanisme de coordination ou des solutions particulières.

12. M. DEWEY (États-Unis d'Amérique) dit que la mission au Darfour et au Tchad, à laquelle il a participé, a été particulièrement utile aux bailleurs de fonds qui financent plus de 50 % de l'aide humanitaire en cours, car elle a permis d'évaluer les besoins des victimes et de comprendre les souffrances qui ont déclenché leur fuite au Tchad. En sa qualité d'organisation principale au Tchad, le HCR pourra apporter une réponse plus efficace à la situation d'urgence, bien que les efforts courageux de l'équipe très restreinte qui est à l'initiative du déplacement des réfugiés vers un endroit plus sûr soient dignes de louanges. Le problème est que 100 000 réfugiés supplémentaires cherchent à se rendre au Tchad. Il n'a jamais vu un tel dégoût pour un gouvernement qu'au cours de cette mission; c'est pourquoi des mesures doivent être prises, non seulement de la part du HCR, mais également de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des observateurs de l'Union africaine, dont le rôle doit être renforcé.

13. Le représentant du Soudan a dit que le rôle positif du Soudan concernant l'accueil de tant de réfugiés était mis au second plan par la situation du Darfour. M. Dewey rappelle que lorsqu'il a visité le Soudan il y a plus de 20 ans ce pays servait de modèle aux autres nations et accueillait des centaines de milliers de réfugiés. Cependant, le pays a changé et a sérieusement terni son image. Il convient de redresser cette situation et la communauté internationale doit aider les victimes au Darfour.

14. M. WOLDEGIORGIS (Érythrée) dit que le programme de rapatriement volontaire des réfugiés érythréens de l'est du Soudan accuse, pour diverses raisons, un certain retard. Son gouvernement est attaché à ce programme et espère en voir la fin d'ici à décembre 2004 comme prévu, afin que les efforts de réintégration de ces réfugiés puissent être engagés. Il appelle donc le Comité exécutif à chercher des solutions pour faciliter la mise en œuvre du programme.

15. M. LUBBERS (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit qu'il ne sera pas facile de mener à bien le retour volontaire des réfugiés érythréens dans les temps. En effet, les réfugiés ne souhaitant pas tous retourner dans leur pays, on assiste même à un reflux de réfugiés. Le premier défi auquel doivent faire face les autorités érythréennes est donc la création de conditions de nature à donner davantage envie aux réfugiés de rentrer.

16. Côté soudanais, plusieurs autres facteurs sont à prendre en considération. Si le processus de rapatriement est achevé, un certain nombre de camps devront être fermés. Le HCR espère progresser dans la mise en œuvre du programme de réhabilitation, dont il faudra discuter des détails avec les autorités soudanaises. Enfin, il convient de mettre davantage l'accent sur l'intégration locale étant donné que les autorités soudanaises ont une opinion généralement positive des réfugiés érythréens.

17. En appelant à l'observation du cessez-le-feu, M. Lubbers, s'adresse autant aux rebelles qu'aux autorités soudanaises. Il estime que si la priorité est accordée aux victimes, les rebelles, de toute évidence, n'en partagent pas moins la responsabilité de mettre fin à la situation. Il fait siens les commentaires sur le rôle important du Soudan comme pays d'accueil pour les réfugiés.

18. Répondant à la question de la représentante de l'Argentine concernant la coordination, M. Lubbers dit qu'au départ on ne pouvait pas parler de coordination, mais seulement d'un appel urgent à l'aide humanitaire. D'autres organisations étaient actives au Tchad bien avant le HCR, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de nombreuses ONG, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Bureau de coordination des affaires humanitaires. Le HCR s'est efforcé de remplir son mandat de coordonnateur, mais les conditions sur le terrain l'ont empêché de mener à bien sa tâche.

19. Actuellement, c'est le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions humanitaires au Soudan qui est chargé sur place de coordonner les efforts visant à protéger les personnes déplacées. Au cours de cette récente mission et de la séance d'information de la matinée, cette question a été discutée et la nécessité d'une démarche systématique approuvée par tous est désormais reconnue. Toutefois, le HCR ne peut pas se contenter d'attendre qu'une telle démarche soit élaborée. À la demande du Coordonnateur humanitaire, le HCR cherche des solutions pour apporter sa contribution, en particulier au Darfour occidental, où se trouvent les 100 000 réfugiés mentionnés par le représentant des États-Unis d'Amérique. En attendant que

quelque chose de plus officiel soit approuvé, l'arrangement actuel qui repose sur le Coordonnateur humanitaire semble convenir.

20. M. FAKHOURI (Directeur des opérations pour la situation au Soudan) dit que de la documentation sur le programme de réhabilitation des réfugiés dans l'est du Soudan est disponible dans la salle. Le programme interorganisations a été lancé fin septembre à Khartoum, et un financement est actuellement recherché.

DÉCLARATION DU HAUT-COMMISSAIRE, ORATEUR INVITÉ ET DÉBAT GÉNÉRAL
(point 4 de l'ordre du jour) (*suite*)

21. M. HOSSEINI (République islamique d'Iran) dit que les changements politiques importants qui ont eu lieu au cours des deux ans et demi écoulés en Afghanistan ont été suivis par des progrès considérables dans le domaine humanitaire, ce qui a permis de trouver une solution durable à la situation des réfugiés sous la forme d'un rapatriement volontaire. Son pays reste attaché au principe du rapatriement volontaire.

22. En vertu du programme conjoint de rapatriement volontaire qui implique son pays et l'Afghanistan, plus de 1,5 million de réfugiés sont rentrés chez eux depuis avril 2002, ce qui constitue une opération sans précédent dans l'histoire récente du HCR. En 2004, près de 390 000 réfugiés sont rentrés chez eux, ce qui fait une moyenne de 4 000 par jour, et on attend une augmentation en 2005, surtout après l'élection présidentielle à laquelle approximativement 600 000 réfugiés afghans peuvent participer.

23. Au cours de la récente réunion de la Commission tripartite composée de la République islamique d'Iran, de l'Afghanistan et du HCR, l'accent a été mis sur la nécessité de poursuivre le programme conjoint de rapatriement, et on espère que la communauté internationale apportera un soutien financier. Le retour et une réintégration réussie des personnes déplacées et des réfugiés afghans appellent une démarche globale qui tient compte des besoins fondamentaux des réfugiés.

24. Toutefois, l'effort de rapatriement volontaire ne doit pas prendre le pas sur les programmes d'aide du HCR destinés à couvrir les besoins fondamentaux de plus de 1,2 million de réfugiés afghans qui vivent toujours en République islamique d'Iran, en particulier les besoins en matière d'enseignement et de santé. M. Hosseini appelle le HCR à tenir compte sur le terrain de la situation des pays d'accueil dans le cadre de la réduction progressive de ses activités relatives aux réfugiés afghans.

25. Le retour volontaire assisté des réfugiés irakiens constitue également une question d'urgence. Étant donné les changements politiques en Iraq et malgré les problèmes de sécurité dans ce pays, des dizaines de milliers d'Iraquiens sont impatients de rentrer chez eux. Au cours de l'année écoulée, de nombreux Iraquiens sont rentrés spontanément, mais très peu ont reçu de l'aide pour leur retour, d'où la nécessité d'un retour bien organisé.

26. La situation actuelle des réfugiés dans le monde et la multiplication des difficultés du HCR dans ce domaine font clairement apparaître le besoin d'un mécanisme destiné à partager ce fardeau au niveau international. La délégation iranienne soutient par conséquent le Forum et l'initiative Convention Plus et accueille avec satisfaction le rapport du Groupe de travail sur la

réinstallation. Les consultations tenues dans le cadre de ces processus doivent permettre de recenser les faiblesses du régime actuel de protection et d'aide aux réfugiés et de proposer des solutions concrètes. Cela dit, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967 demeurent valides. M. Hosseini se félicite que le Comité exécutif concentre son attention sur la coopération internationale pour le partage de la charge et des responsabilités dans des situations où le flux de réfugiés est important, et il exprime l'espoir que cette discussion conduira à un accord susceptible de soulager les pays d'accueil en développement comme le sien. En outre, l'Académie d'études de l'OMI sur l'immigration et les réfugiés, qui a entamé ses travaux le mois dernier à Téhéran, pourrait servir de base au suivi des problèmes liés aux réfugiés et à l'immigration irrégulière, ainsi qu'à la recherche de solutions durables.

27. M. PRACHONPACHANUK (Thaïlande) est heureux de constater que, même si les situations d'urgence comme celle au Tchad monopolisent l'attention, les situations prolongées et les solutions durables qui s'y rapportent ne sont pas oubliées par le HCR. Il ajoute que la Thaïlande apprécie la démarche plus systématique entreprise à propos des situations prolongées et soutient l'idée d'un examen régulier de celles-ci. Son pays soutient également les efforts visant à favoriser une plus grande souplesse dans le choix des critères, afin d'offrir aux réfugiés davantage de possibilités de réinstallation. L'approbation des conclusions sur la coopération internationale et le partage des responsabilités au sujet des situations de flux massifs est une mesure positive, mais il faut garder à l'esprit que le partage des responsabilités doit être considéré au niveau mondial et non au niveau régional.

28. M. Prachonpachanuk se félicite de la déclaration du Directeur exécutif du PAM et dit que la sécurité alimentaire est importante non seulement dans les situations d'urgence, mais également dans la réhabilitation et la reconstruction après les conflits. En tant que pays agricole, la Thaïlande est impatiente de discuter avec le PAM des moyens d'améliorer l'accès à l'aide alimentaire.

29. S'agissant de la situation des apatrides, la Thaïlande est d'avis que des solutions doivent tenir compte des circonstances particulières de chaque pays et elle a adopté une démarche pragmatique visant à concilier les intérêts légitimes des États et les considérations d'ordre humanitaire.

30. M. Prachonpachanuk se félicite de l'initiative du HCR de coparrainer le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et estime que le rôle de plaidoyer du HCR permettra la démarche globale nécessaire pour relever les défis que pose le VIH/sida.

31. S'agissant des programmes en Asie et dans le Pacifique, il dit que les années passées ont permis un dialogue constructif entre le Gouvernement thaïlandais et le HCR, en particulier concernant la détermination du statut des réfugiés, leur admission et leur enregistrement. Il ajoute que les activités du HCR ces derniers mois ont ouvert la voie au retour de plus de 120 000 personnes déplacées. Il se réjouit des efforts du HCR visant à créer au Myanmar les conditions permettant un retour des personnes déplacées, ainsi que des activités d'évaluation des besoins et de renforcement des capacités menées à bien dans ce pays. Il précise qu'en Thaïlande les avantages de la planification d'urgence ont été appréciés et il promet le soutien de son pays en faveur d'une démarche qui impliquerait l'ensemble des acteurs dans la préparation aux retours. Bien que l'objectif de tels préparatifs soit de faire participer les réfugiés, la question de savoir comment remettre en état les zones touchées par la présence des réfugiés doit être

également prise en compte. Il attend avec impatience la visite en Thaïlande du Haut-Commissaire assistant et du nouveau Directeur du Bureau pour l'Asie et le Pacifique afin de discuter de ces questions.

32. L'aide aux personnes concernées par les activités du HCR a également fait partie des discussions entre le Gouvernement thaïlandais et le HCR. La Thaïlande a toujours eu une tradition humanitaire ouverte à l'égard des personnes dans le besoin. Toutefois, cette hospitalité a fait parfois l'objet d'abus, et il faudrait davantage de transparence et de discrétion de la part du HCR sur ces problèmes.

33. Il convient de remercier le HCR pour son travail de réinstallation de la population Hmong de Tham Krabok aux États-Unis d'Amérique. Cette opération, qui a bénéficié de la générosité des États-Unis, est un exemple de l'utilisation stratégique de la réinstallation dans un cadre officiel offrant une solution durable à une situation prolongée.

34. M. HUGHES (Australie) dit qu'on assiste pour la seconde année de suite à une diminution du nombre de réfugiés au niveau mondial. Fin 2003, le nombre total de personnes dont s'occupait le HCR était de 17,1 millions, soit sensiblement moins que les 27 millions de personnes dont s'occupait le HCR en 1995, le nombre total de réfugiés, quant à lui, s'élevant à moins de 9,7 millions de personnes. Ces chiffres démontrent qu'il est possible de parvenir à des résultats lorsque le HCR et les États conjuguent leurs efforts pour s'attaquer aux racines des problèmes et adopter des solutions durables.

35. Dans le même temps, de nouveaux problèmes de protection sont apparus, comme le flux de réfugiés du Darfour. M. Hughes est atterré par la catastrophe humanitaire et en matière des droits de l'homme au Soudan; des efforts concertés au niveau international sont nécessaires pour trouver des solutions durables de nature à soulager les souffrances et à diminuer les abus.

36. La communauté internationale est au défi de maintenir un dynamisme de nature à trouver des solutions pour les 17,1 millions de personnes dont s'occupe le HCR, en particulier les réfugiés de longue date. En effet, les camps sauvent certes des vies durant la phase d'urgence, mais au fil des ans, ces mêmes vies sont anéanties et il est attristant de voir que plusieurs millions de personnes se retrouvent piégées dans ces situations sans espoir de solution. Les succès ces dernières années du HCR et des États ont été possibles surtout grâce au retour volontaire, appuyé par la réinstallation et l'intégration locale, le cas échéant.

37. Afin de surmonter les problèmes particuliers des situations de réfugiés prolongées, le système de protection internationale doit être dynamique et ouvert à de nouvelles idées. L'expérience démontre que les solutions les plus efficaces font partie d'une démarche globale caractérisée par un ensemble d'éléments adaptés à une situation donnée. L'initiative Convention Plus peut offrir ces solutions; toutefois, pour obtenir les résultats escomptés et garantir des solutions globales plutôt que des solutions spécifiques, il convient de travailler davantage pour aligner les trois volets de l'initiative. Il est également nécessaire de passer d'une phase conceptuelle à une application pratique.

38. L'Australie a une longue expérience d'intégration et de réinstallation. La réinstallation étant, sauf exception, la meilleure, voire la seule, solution durable, elle est très avantageuse car elle offre aux réfugiés dans leur premier pays d'accueil dignité et sécurité, et elle permet de

diminuer la pression sur le premier pays d'accueil en aidant à résoudre les situations prolongées. L'Australie se félicite vivement de l'engagement du Haut-Commissaire à augmenter les lieux de réinstallation et appelle le HCR à veiller à ce que ses structures et processus poursuivent cet objectif.

39. La fonction de réinstallation à l'intérieur du HCR doit être actualisée, de façon que la direction du HCR ait l'autorité suffisante pour faire face à la demande présente et à venir. La politique du HCR, quant à elle, doit se concentrer davantage sur la réinstallation en tant que solution durable, en la considérant comme une fonction d'intégration. Le HCR doit accroître son appui à cette fonction sur le terrain par des mesures telles que le transfert de personnel vers des lieux de réinstallation.

40. M. BRONI (Observateur du Ghana) félicite le Haut-Commissaire pour l'initiative Convention Plus et pour sa proposition d'organiser en Afrique de l'Ouest une manifestation sous-régionale visant à consolider les progrès réalisés en matière de retour volontaire et de réintégration durables. Cette manifestation devrait déboucher sur un appui à quelques projets concrets au bénéfice des réfugiés et des populations locales.

41. S'agissant de la protection internationale, son gouvernement non seulement remplit ses engagements en vertu des instruments internationaux, mais accueille également quelque 60 000 réfugiés de toute l'Afrique. Son pays constitue, en Afrique de l'Ouest, un point névralgique pour l'examen des dossiers des réfugiés de la sous-région et des réfugiés réinstallés en Amérique du Nord, en Australie et au Royaume-Uni.

42. Le Président du Ghana a, avec d'autres chefs d'État africains, inlassablement œuvré, par l'intermédiaire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à la restauration de la paix et de la stabilité dans la sous-région. Toutefois, la consolidation de ces acquis exige une réduction de la pauvreté, la création de revenus et une amélioration de la qualité de vie. Une aide ciblée au développement faciliterait la transition des secours au développement, et ferait du concept des «4R» une réalité dans la sous-région.

43. Le 1^{er} octobre 2004, les premiers réfugiés libériens sont volontairement rentrés chez eux. Le Ghana félicite toutes les parties impliquées dans ce processus, en particulier les groupes de la société civile, et souhaite exprimer sa reconnaissance aux dirigeants africains et aux fonctionnaires des Nations Unies qui ont pesé de tout leur poids et de tout leur prestige. La communauté internationale doit continuer de s'intéresser au processus de paix qui se déroule au Libéria et dans d'autres États africains, et doit aider à la démobilisation, à la reconstruction et à la réintégration, afin de permettre à ces pays de redevenir des sociétés démocratiques stables et régies par l'état de droit.

44. Un programme approprié de rapatriement, privilégiant les femmes et les enfants, est nécessaire pour les réfugiés libériens et sierra-léonais qui retournent volontairement dans leur pays. Une aide humanitaire à court terme ne saurait résoudre les problèmes de sociétés déchirées par un conflit ou émergeant d'un conflit. La paix ne signifie pas seulement l'élimination des causes de la guerre, mais également la création d'un environnement propice.

45. Le désarmement est indispensable pour garantir la sécurité des personnes en Afrique. La Commission nationale ghanéenne sur les armes légères travaille en collaboration avec des

groupes de la société civile pour empêcher la prolifération d'armes légères et de petit calibre, et les forces de sécurité et les services d'immigration procèdent à des inspections conjointes pour éliminer les éléments antisociaux se trouvant dans le camp de réfugiés de Buduburam, de manière à garantir la protection et la sécurité des réfugiés. Les inspections sont conduites dans le respect total des droits des personnes concernées.

46. Les circonstances particulières des pays d'accueil africains doivent être prises en compte lors de l'affectation des ressources destinées à aider les réfugiés, étant donné les contraintes pesant sur leur économie, leur environnement et leur infrastructure fragiles. Il faut éliminer les disparités en la matière, de façon que les mêmes normes de protection soient appliquées dans toutes les régions et que les réfugiés vulnérables n'aient pas à recourir à l'émigration.

47. M. HIMANEN (Finlande) appelle la communauté internationale à travailler avec le HCR au renforcement du régime de protection internationale. La Finlande appuie les efforts du HCR pour mettre au point une notion commune de la protection effective en vertu du droit international des droits de l'homme et des réfugiés, car de tels efforts sont indispensables à la compréhension de questions telles que les mouvements secondaires. Le régime existant de protection ne répond pas toujours de manière adaptée à l'évolution des réalités à l'origine des déplacements de personnes à l'intérieur des pays ou d'un pays à l'autre. La Finlande, tout en soutenant sans réserve la Convention Plus et d'autres initiatives pertinentes, pense qu'un débat permanent devrait avoir lieu sur les nouveaux défis, les nouvelles démarches et les questions de mise en œuvre. Parallèlement, le HCR a besoin de moyens suffisants et de personnel qualifié pour son travail au quotidien sur le terrain.

48. La Finlande apprécie les efforts du HCR visant à favoriser le retour volontaire, en particulier après les conflits. Toutefois, une meilleure coopération entre le HCR et d'autres acteurs impliqués dans le développement est nécessaire pour garantir un retour sûr et durable des réfugiés et pour combler le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. La Finlande se félicite de l'existence du cadre d'utilisation stratégique de la réinstallation, mais pense que davantage de pays doivent participer et fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce cadre.

49. La délégation finlandaise est très préoccupée par la violence à caractère sexiste contre les femmes et les enfants réfugiés et appelle à une mise en œuvre efficace des directives du HCR concernant la prévention de la violence sexuelle et sexiste et la réponse à apporter à ce phénomène. Les considérations de sexe et d'âge doivent être prises en compte dans les activités de protection.

50. M. Himanen dit que son pays a l'intention de maintenir son soutien financier au HCR au niveau actuel. Il reconnaît les difficultés qu'éprouve le HCR à financer les programmes prévus et apprécie le dialogue ouvert et constructif avec les bailleurs de fonds pour tenter de trouver de nouveaux moyens. Il juge essentiel que le HCR établisse des priorités dans ses activités et s'en tienne strictement à son mandat.

51. La Finlande est profondément préoccupée par la dégradation de la sécurité et les attaques contre le personnel du HCR. La sécurité dans les camps de réfugiés s'est également détériorée, ce qui accroît la vulnérabilité des réfugiés. Il convient de s'attacher davantage à concilier l'action humanitaire et la sécurité.

52. M. DASSYS (Côte d'Ivoire) salue l'engagement personnel du Haut-Commissaire en faveur de la résolution du conflit au Libéria et de la situation au Darfour. Il félicite le HCR pour la qualité de ses documents, en particulier pour la note sur la protection internationale (A/AC.96/989), mais souligne que le paragraphe 12 de ce document ne reflète pas de manière précise la situation en Côte d'Ivoire. La loi de mai 2004 relative au recensement des personnes et à la résidence des étrangers permet en effet aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de recevoir des pièces d'identité servant de permis de résidence et de travail. Les autorités ivoiriennes n'ont par conséquent pas dressé d'obstacles institutionnels sur la voie des réfugiés. De plus, un projet de loi relatif à l'asile est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

53. Il est encourageant de noter que la communauté internationale considère le retour comme une solution durable. Dans le cas du Libéria, cependant, les conditions favorables à un retour durable ne sont pas encore réunies. Bien que les Gouvernements ivoirien, guinéen et sierra-léonais aient signé des accords tripartites en faveur du retour volontaire des réfugiés libériens, les efforts faits pour les accueillir et les réintégrer dans leur pays d'origine ont été plutôt modestes. Davantage de solidarité internationale est nécessaire pour rendre le Libéria plus attrayant à son peuple. Il s'agit là de la seule manière de faire du retour une solution durable, ce qui peut faire du processus de paix une force motrice de la stabilité en Afrique de l'Ouest et un moyen de lutte contre le trafic d'armes, de mercenaires, de drogues et de prostituées.

54. En 2002, environ 6 000 réfugiés ont été évacués de Côte d'Ivoire et réinstallés aux États-Unis d'Amérique dans le cadre de ce qui constitue un exemple de solidarité internationale dans des circonstances difficiles. Il convient de remercier les Gouvernements des États-Unis, de Suède et de Norvège, ainsi que le HCR qui ont rendu cette opération possible. Toutefois, il reste toujours des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire qui ont besoin d'aide pour leur intégration, et le Gouvernement ivoirien ne peut à lui seul supporter cette charge. Il apprécie la démarche novatrice entreprise par le Gouvernement zambien et le HCR, qui consiste à intégrer les réfugiés au sein des groupes de population pouvant tirer parti de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Cette démarche doit être appuyée et encouragée dans des pays où prévalent des situations de réfugiés prolongées.

55. La Côte d'Ivoire et le Groupe africain souhaitent ardemment renforcer leur dialogue avec le HCR sur les changements en matière de gestion des ressources humaines, conformément à des principes bien établis.

56. M. OUVRY (Belgique) se félicite de la décision de la Commission européenne d'offrir au Comité exécutif un statut particulier d'observateur. Il se réjouit également des efforts du HCR pour relever le défi de la protection internationale des réfugiés dans les situations d'urgence, ainsi que de son rôle en faveur de la recherche de solutions durables. Toutefois, il déplore le fait que les réfugiés, particulièrement les femmes et les enfants, continuent d'être victimes de violences et d'attaques malgré les efforts du HCR et de ses partenaires pour améliorer leur sécurité.

57. Bien que la Belgique encourage toutes les mesures visant à faire de la protection une composante effective du mandat du HCR, elle pense que la proposition de créer un nouveau poste de Haut-Commissaire assistant chargé de la protection doit être envisagée dans le contexte de l'examen des structures du siège.

58. Il faut féliciter le HCR pour avoir amélioré la protection des femmes réfugiées et pour avoir intégré des considérations en matière d'égalité des sexes dans ses opérations. Toutefois, beaucoup de défis restent à relever. Dans la région des Grands Lacs, par exemple, alors que d'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne le retour volontaire, des événements récents laissent à penser que beaucoup d'énergie politique et des moyens financiers considérables seront nécessaires dans un avenir proche. Il est vital qu'une part importante du budget-programme annuel soit consacrée à cette région, et la Belgique espère que les appels de fonds complémentaires demeureront l'exception, en fonction des critères de pertinence et d'imprévisibilité des besoins.

59. Les progrès du HCR vers une gestion efficace et transparente sont les bienvenus, et les efforts visant à rationaliser davantage les méthodes et les processus organisationnels doivent être poursuivis. Dans le but d'accroître la stabilité financière et d'améliorer la prévisibilité des ressources, le HCR doit également envisager l'adoption d'un cycle budgétaire biennal, tout en gardant une certaine flexibilité face aux urgences. La planification budgétaire devrait aider à augmenter le volume des engagements pluriannuels d'un plus grand nombre de donateurs.

60. À mesure que s'accroît la complexité des tâches du HCR, une coordination étroite avec le reste du système des Nations Unies devient indispensable. La Belgique se félicite des mesures prises par le HCR pour coparrainer l'ONUSIDA, ainsi que de son partenariat étroit avec le PAM.

61. M. RODRIGUES (Mozambique) dit que son pays, reconnaissant l'importance de l'initiative Convention Plus pour la réalisation des objectifs fixés dans l'Agenda pour la protection, s'engage à renouveler son appui aux efforts du HCR pour mettre en œuvre cette initiative. Sa délégation note avec satisfaction les améliorations récentes de la situation financière du HCR, fruit d'un soutien continu de la part de la communauté internationale.

62. Le Mozambique se félicite de la politique de l'ONU visant à favoriser les partenariats entre ses institutions spécialisées et, en particulier, des progrès réalisés grâce au partenariat entre le HCR et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en vue d'instituer des programmes de paix et de sécurité dans les régions qui sortent d'un conflit, ainsi que des programmes de redressement pour les pays en transition. La délégation mozambicaine note également avec satisfaction la signature d'un mémorandum d'accord entre le PAM et le NEPAD, portant sur un vaste éventail de préoccupations africaines, notamment la sécurité alimentaire, la protection des moyens de subsistance, la nutrition, le VIH/sida et le renforcement des capacités. La mobilisation par le HCR des partenariats en faveur de l'éducation primaire et de la santé des réfugiés est une contribution importante à la réalisation du huitième objectif du Millénaire pour le développement. La vulnérabilité particulière des femmes et des enfants continue d'être un vrai sujet de préoccupation, et le Mozambique encourage le HCR à poursuivre les mesures en faveur de leur protection.

63. Malgré l'augmentation des crédits en faveur de projets dans plusieurs régions, les ressources financières allouées aux programmes pour les réfugiés en Afrique demeurent insuffisantes. Les dons ne doivent pas être spécifiquement accordés à des programmes, mais doivent être distribués de manière égale, car un financement insuffisant en Afrique serait un mauvais signal pour un grand nombre de personnes dans le besoin à travers tout le continent. La délégation mozambicaine fait sien le rapport sur la situation au Darfour fait par le représentant de l'Algérie au nom du Groupe des États africains.

64. En tant que pays d'accueil, le Mozambique a recensé ces cinq dernières années plus de 10 000 demandeurs d'asile. Le Gouvernement est particulièrement préoccupé par le manque de moyens pour aider le nombre croissant de réfugiés provenant de la région des Grands Lacs. On assiste à une accélération des procédures visant à donner un statut juridique aux demandeurs d'asile au Mozambique, et plus de la moitié des demandes de ces 12 derniers mois ont reçu une réponse favorable. Toutefois, davantage d'efforts sont nécessaires pour accélérer le rapatriement des réfugiés, qui demeure très lent.

65. M^{me} GABR (Égypte) dit que la participation de sa délégation aux travaux du Comité exécutif démontre l'attachement sincère de l'Égypte à l'action humanitaire et aux efforts de protection à l'échelle internationale. Cet attachement découle non seulement des obligations de l'Égypte en vertu des instruments internationaux, mais également de ses traditions historiques et culturelles.

66. S'agissant des activités du HCR en Afrique, M^{me} GABR dit que bien que le rétablissement de la paix dans certains pays ait conduit au retour volontaire d'un grand nombre de réfugiés des efforts sont nécessaires pour consolider ces acquis. Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent poursuivre leur soutien à la reconstruction et à la réintégration dans les pays déchirés par la guerre, tout en prenant soin de maintenir le pouvoir d'achat du budget du HCR et d'empêcher toute réduction des contributions et des dons, voire de permettre leur augmentation.

67. Le HCR doit veiller, dans ses bureaux régionaux, à nommer du personnel originaire de la région en question, afin d'améliorer sa compréhension de la situation sur le terrain et de mieux déterminer l'aide nécessaire. Le HCR doit également mettre au point des stratégies globales de renforcement des capacités, au niveau tant régional qu'international, en particulier pour les pays en transition accueillant un grand nombre de réfugiés ou qui ont à faire face à des situations de réfugiés prolongées.

68. La situation financière du bureau du HCR au Caire entame la capacité de ce dernier à faire face au nombre croissant de réfugiés arrivant en Égypte. Le Gouvernement égyptien souhaite examiner les propositions du HCR visant à améliorer la situation des réfugiés en Égypte, à condition que tout accord s'inscrive dans le cadre de programmes globaux de renforcement des capacités et que la communauté internationale partage activement cette charge.

69. Les problèmes des réfugiés d'Égypte doivent être replacés dans le contexte plus large des problèmes de l'Afrique, comme cela a été mentionné dans l'Agenda pour la protection. Les objectifs de l'Agenda et de l'initiative Convention Plus ne peuvent être atteints que si l'on renforce les moyens du HCR, ainsi que sa capacité à orienter les moyens vers les zones qui en ont le plus besoin. La communauté internationale doit s'engager davantage à partager la charge et à honorer ses engagements en vertu des instruments internationaux pertinents.

70. L'Égypte a fait tout son possible, avec ses partenaires des Nations Unies, pour soulager les souffrances des personnes déplacées et des réfugiés du Darfour. Elle reconnaît la complexité des questions en jeu et espère que la communauté internationale ira au-delà des mises en accusation, en apportant de l'aide humanitaire et, avec l'appui de l'Union africaine, en aidant le Soudan à s'aider lui-même. Ces crises doivent être gérées en toute objectivité et en toute impartialité, si l'on veut sauver des vies.

71. M^{me} DE HOZ (Argentine) dit que son gouvernement est conscient du défi que le monde doit relever s'agissant des réfugiés. L'Argentine salue les efforts du HCR et s'apprête à apporter une contribution volontaire à ce dernier.

72. Bien que des progrès aient été faits s'agissant de la réduction du nombre de réfugiés dans le monde, davantage de mesures doivent être prises pour faire mieux comprendre les situations d'urgence et y réagir plus rapidement. Les efforts du HCR au Darfour, notamment sa détermination face à un grand nombre de problèmes et de difficultés logistiques, sont à saluer. La délégation argentine condamne les récentes attaques contre le personnel du HCR local et international, et approuve les mesures du HCR visant à protéger son personnel sur le terrain.

73. L'Argentine salue les efforts du HCR pour collaborer avec d'autres organisations humanitaires et le félicite d'être devenu le dixième coparrain de l'ONUSIDA.

74. Vingt années sont passées depuis l'adoption de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, qui a apporté une contribution régionale importante au droit international des réfugiés. Les dispositions de la Déclaration ont permis des progrès considérables dans l'amélioration de la situation des réfugiés en Amérique du Sud et au-delà. L'Argentine se félicite de ces progrès et appuie l'appel lancé par le HCR aux États pour que ces derniers examinent les mesures supplémentaires à prendre à l'avenir. L'Argentine a participé à une réunion sous-régionale à Brasilia et une délégation argentine sera présente à la conférence devant se tenir à Mexico en novembre 2004 pour commémorer le vingtième anniversaire de la Déclaration.

75. Le Gouvernement argentin prend actuellement des mesures visant à améliorer sa législation nationale sur les réfugiés, notamment pour rédiger un nouveau projet de loi sur les migrations. Le Gouvernement espère également adopter une nouvelle loi sur l'asile qui contiendra des normes plus ambitieuses et qui régira les questions relatives aux réfugiés, aux mineurs non accompagnés, à l'inégalité des sexes et au regroupement familial. L'Argentine a toujours cherché à appliquer les mesures les plus avancées et les plus généreuses dans le cadre de ses efforts visant à assurer la protection des réfugiés, à garantir l'égalité des sexes et des races, ainsi qu'à promouvoir la liberté religieuse. Les réfugiés jouissent des mêmes droits que l'ensemble des personnes vivant dans le pays, notamment l'accès à l'aide judiciaire et à la santé, prestations souvent onéreuses.

76. M. BRUNI (Italie) dit qu'il est important de distinguer clairement les notions de migration et d'asile. L'Italie est d'accord avec le HCR sur la nécessité de créer des mécanismes spéciaux permettant la prise de décisions opportunes et efficaces pour déterminer qui peut bénéficier ou non de la protection internationale. Du fait de sa situation géographique, l'Italie est exposée aux flux migratoires réguliers et irréguliers, en particulier d'Afrique du Nord, une situation pouvant favoriser l'utilisation de l'asile politique à des fins économiques et migratoires. Des efforts particuliers sont nécessaires pour empêcher que de tels abus soient commis par les réseaux de criminalité organisée impliqués dans la traite des êtres humains.

77. L'Italie soutient les mesures permettant de trouver des solutions durables au problème des réfugiés et aux situations à l'origine de mouvements de réfugiés, et est particulièrement favorable au partage de la charge et des responsabilités par la communauté internationale. De nouveaux flux massifs de réfugiés en Afrique constituent une source particulière d'inquiétude et démontrent la nécessité d'améliorer les normes de protection en renforçant les capacités de

protection des pays d'origine. De telles mesures permettront de trouver davantage de solutions durables telles que le retour volontaire, l'intégration et la réinstallation. De nouveaux progrès pourraient suivre la conclusion d'accords multilatéraux sectoriels tels que ceux préconisés dans l'initiative Convention Plus. Il convient de mettre au point des lignes directrices pour gérer les situations de flux massifs, de sorte à partager équitablement le fardeau, à favoriser des solutions durables et à éviter les situations de réfugiés prolongées. Des approches pratiques et pragmatiques pour traiter les phases d'urgence dans les situations de flux massifs pourraient être adoptées grâce à une coopération accrue entre le HCR et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies.

78. L'Italie, tout en souhaitant réserver sa position finale au sujet de la proposition de création d'un poste de haut-commissaire assistant chargé de la protection, considère toute proposition visant à protéger le mandat du HCR comme méritoire et reconnaît les avantages potentiels d'une rationalisation de la structure de gestion du HCR. La délégation italienne se félicite de la mise en place d'un groupe de la politique en matière de protection. Le budget du HCR pour 2005 sera attentivement examiné par le Gouvernement italien, qui entend maintenir ses engagements financiers traditionnels envers le HCR.

79. La délégation italienne souhaite rendre hommage au courage du personnel humanitaire de toutes les organisations. De récentes crises sur le terrain ont démontré la nécessité de se pencher sur les questions de sécurité du personnel, et l'Italie continuera de soutenir tous ceux qui travaillent à la résolution des problèmes des réfugiés dans le monde.

80. M. BOULGARIS (Suisse) note que 50 années ont passé depuis l'adoption, en 1954, de la Convention relative au statut des apatrides et encourage tous les États qui ne l'ont pas signée ou ratifiée à le faire. Le HCR doit intensifier ses activités s'agissant des apatrides, en prenant des mesures de prévention et d'aide technique et en élargissant le champ géographique de ses activités.

81. Les fonds du HCR et ses ressources humaines doivent être redistribués de manière plus équitable entre l'aide et la protection, car la protection est actuellement insuffisamment dotée. Le mandat de protection du HCR doit être renforcé et la protection doit être intégrée dans les activités de ce dernier. La Suisse considère que la proposition de créer un poste de haut-commissaire assistant chargé de la protection doit être discutée de manière plus approfondie dans le cadre d'un débat général sur la structure de gestion du HCR.

82. La Suisse s'efforce de faire connaître l'Agenda pour la protection parmi tous ceux qui s'occupent de l'asile dans le pays. Un colloque ayant pour thème principal la mise en œuvre de l'Agenda en Suisse doit se tenir à Berne.

83. Il est impératif que la sécurité alimentaire soit garantie aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux rapatriés, et la Suisse se félicite des programmes alimentaires communs qui ont été créés par le HCR et le PAM, ce qui démontre l'importance du renforcement de la coopération dans le domaine de l'action humanitaire internationale. Dans de nombreuses régions, la situation en matière de sécurité sur le terrain, particulièrement pour le personnel humanitaire, se détériore, et la Suisse soutient les mesures du HCR visant à protéger le personnel, conformément à la Convention de 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en

campagne. Elle rend hommage au courage de tout le personnel humanitaire travaillant en situation de crise.

84. La Suisse félicite le HCR pour ses activités en République populaire démocratique de Corée ainsi que pour les progrès réalisés en Sierra Leone, en Angola et au Libéria. Elle espère que la reprise des opérations bilatérales impliquant le Népal et le Bhoutan conduira à un retour rapide des réfugiés du Bhoutan vivant actuellement au camp de réfugiés de Khundunabari. Des plaintes ont été formulées au sujet du respect des mandats des différents éléments de l'Équipe spéciale de la mission intégrée des Nations Unies au Libéria, et elle se demande si le HCR peut faire part de sa propre expérience à ce sujet. La situation au Darfour continue de faire l'objet de préoccupations, et les informations fournies par le Haut-Commissaire ont été appréciées. Un compte rendu similaire de la situation actuelle au nord de l'Ouganda serait utile.

85. La Suisse exhorte le HCR à davantage de transparence dans sa gestion organisationnelle. On ne comprend pas bien pourquoi, malgré la récente réduction de personnel, les besoins budgétaires ont continué d'augmenter. La Suisse examinera pour sa part en détail toutes les demandes d'envoi de personnel spécialisé pour répondre à des besoins spécifiques du HCR.

86. M^{me} FORERO UCROS (Colombie) dit que les crises humanitaires internationales découlant des conflits, du terrorisme et de la violence exigent une réponse coordonnée du système des Nations Unies, des États Membres et des ONG. Les menaces que fait peser la violence dans son pays sur la démocratie ne peuvent être surmontées que par la coopération internationale, à la fois en élaborant des solutions et en renforçant les capacités sur le plan national. Son gouvernement travaille en étroite coopération avec le HCR sur le problème complexe des personnes déplacées à l'intérieur de la Colombie. Un cadre national visant à aider les personnes déplacées a été mis en place et des priorités ont été établies.

87. La politique du Gouvernement colombien est fondée sur un concept de sécurité démocratique, ce qui signifie que l'État doit être présent sur l'ensemble du territoire national et doit s'efforcer de réduire le niveau de violence, objectif désormais atteint. Les autorités cherchent également à revitaliser l'économie et à augmenter les investissements dans le domaine social. À cette fin, le réseau de solidarité sociale a parrainé la reconstruction d'un certain nombre de villages détruits lors d'attaques terroristes. La même instance a aidé à la reconstruction de maisons privées, de dispensaires et de centres culturels, ainsi que de structures sportives. L'aide internationale est nécessaire pour que les personnes déplacées rentrent chez elles et tirent profit des investissements réalisés. Le programme de réinstallation a été assorti d'un nouveau projet destiné à surmonter l'une des causes principales du déplacement des personnes sur le plan interne, à savoir l'insécurité alimentaire. À ce jour, environ 70 000 Colombiens sont rentrés dans leurs foyers et près de 600 000 agriculteurs ont été associés à des projets agricoles pour garantir l'alimentation des personnes au niveau local.

88. Le Gouvernement colombien reconnaît l'importance fondamentale des accords tripartites qu'il a conclus avec ses voisins et le HCR pour traiter le problème des Colombiens réfugiés à l'étranger. Il reconnaît également la nécessité d'assurer le suivi des projets de développement créés dans le cadre de ces accords.

89. Le vingtième anniversaire de la Déclaration de Carthagène en novembre 2004 sera l'occasion de réfléchir aux mécanismes les plus appropriés pour favoriser une protection efficace

et des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées en Amérique centrale et dans le reste de l'Amérique latine.

90. M. GIGABA (Afrique du Sud) dit que durant les années d'apartheid les Sud-Africains ont souvent trouvé abri et protection à l'étranger; aussi, ont-ils à cœur de rendre la pareille en travaillant avec d'autres pays, dans un cadre multilatéral, à la recherche de solutions durables aux problèmes des réfugiés. L'Afrique du Sud est devenue un bailleur de fonds pour les programmes du HCR tels que le rapatriement en Angola, l'aide aux réfugiés dans la région des Grands Lacs et le retour des réfugiés soudanais dans le sud du Soudan. Le Gouvernement sud-africain a également fait des dons de nourriture et a facilité le règlement pacifique de conflits et de guerres.

91. Bien trop souvent, cependant, la solidarité internationale et la volonté politique d'éliminer la pauvreté sont insuffisantes. Dans le cadre du NEPAD, les dirigeants africains ont plaidé en faveur d'un transfert de ressources des pays développés vers les pays en développement. Il va de soi que si les pays en développement étaient encouragés à se développer, guerres et conflits cesseraient et moins de personnes fuiraient leur pays d'origine. Le transfert de ressources vers les pays en développement permettrait aux pays d'accueil de supporter les coûts inhérents à l'accueil des réfugiés et réduirait la xénophobie causée par une concurrence pour de maigres ressources entre les populations locales et les réfugiés. Parallèlement, il faut des campagnes de sensibilisation des populations des pays d'accueil aux valeurs de solidarité et de compassion.

92. L'initiative Convention Plus du Haut-Commissaire est importante car elle plaide en faveur du multilatéralisme et du partage des charges et des responsabilités, meilleurs moyens de s'attaquer aux problèmes des réfugiés. L'accent sur les solutions durables est particulièrement judicieux. Dans le même temps, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour soulager les souffrances des réfugiés les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants. À diverses occasions, les femmes sud-africaines ont travaillé avec des femmes de la République démocratique du Congo et du Burundi pour leur donner les moyens d'œuvrer à la paix et au développement dans leur pays.

93. M. STEINER (Allemagne) dit que son gouvernement apprécie sincèrement les efforts inlassables du personnel du HCR et déplore les attaques à l'encontre du personnel de l'ensemble des organisations humanitaires. Le HCR reste le partenaire international de l'Allemagne le plus important dans le domaine de l'aide humanitaire, l'Allemagne contribuant au HCR en 2004 à hauteur de 21 millions d'euros environ. En outre, l'Allemagne est l'un des pays accueillant le plus de réfugiés. Il est impératif de s'attaquer aux causes profondes de la fuite des personnes; les gouvernements des pays d'origine sont particulièrement responsables du respect des droits de l'homme, de la lutte contre l'oppression et la pauvreté et de la garantie d'un retour des réfugiés dans leurs foyers en sécurité et dans la dignité.

94. Le Haut-Commissaire a raison lorsqu'il dit que le monde a mis trop de temps à réagir à la crise du Darfour. La réponse politique et humanitaire est toujours insuffisante. Les violations massives des droits de l'homme se poursuivent et ne laissent aux populations aucun autre choix que de fuir, ce qui aboutit à des flux massifs de réfugiés et de personnes déplacées. Une partie importante de l'aide d'urgence du Gouvernement allemand (à hauteur de 32,5 millions d'euros) a été consacrée aux efforts d'aide du HCR. En outre, l'Allemagne a alloué 1 million d'euros à l'Union africaine pour l'aider dans ses efforts pour résoudre la situation au Darfour. C'est le

Gouvernement soudanais qui a la responsabilité de la protection de ses citoyens. Son manquement à cette responsabilité a déclenché l'action de la communauté internationale. Il est donc fallacieux d'accuser cette dernière d'ingérence alors que le Gouvernement soudanais a si épouvantablement négligé ses engagements les plus fondamentaux.

95. M^{me} GARAMVÖLGYI (Hongrie) se réjouit du rapport du Haut-Commissaire sur sa visite au Tchad et au Soudan. Elle espère que le Gouvernement soudanais fera de vrais efforts pour remédier à la crise au Darfour.

96. D'un point de vue européen, il est important de trouver l'équilibre entre les objectifs de l'Union européenne et ceux du HCR, sans négliger les normes en matière de droit international humanitaire et de droit international des réfugiés lorsqu'on protège les intérêts européens. Le HCR et la Hongrie coopèrent étroitement depuis 1989 et le Haut-Commissariat a joué un rôle décisif dans la mise en place et dans l'amélioration d'un système efficace de gestion du problème des réfugiés en Hongrie. Cette coopération a débouché sur l'ouverture d'un bureau régional à Budapest pour l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Les États d'Europe orientale sont très au fait des questions relatives aux réfugiés car les corridors d'immigration débutant en Asie centrale et en Extrême-Orient ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique de l'Est passent directement par leur région. En conséquence, l'Union européenne et le HCR doivent coopérer plus étroitement en mettant en place une politique et une procédure normative en matière d'asile. Nombreuses sont les possibilités d'associer les projets de réintégration du HCR en Afghanistan et en Iraq, par exemple, aux plans de réinstallation et aux programmes de retour volontaire de l'Union européenne.

97. M^{me} RAOUL (Observatrice du Congo) dit que son pays accueille 69 000 réfugiés, dont 59 000 sont aidés par le HCR, bien que le chiffre réel soit probablement plus élevé. Elle se félicite de la signature récente d'un accord tripartite par le Congo, la République démocratique du Congo et le HCR. Son gouvernement est pleinement conscient de ses obligations envers les réfugiés et respecte le principe de non-refoulement. C'est pourquoi le HCR doit réexaminer son niveau d'aide, et offrir au Congo davantage de moyens pour les personnes demandant asile dans le pays et pour les réfugiés congolais à l'étranger, notamment au Gabon. De plus, il est nécessaire de mettre en place un programme de réparation des dégâts causés par les réfugiés au cours de leur séjour au Congo. La délégation congolaise se félicite que le Comité national congolais d'assistance aux réfugiés, organe récemment créé et chargé de gérer l'ensemble des procédures de détermination du statut des réfugiés dans le pays, soit un modèle pour la sous-région. Elle demande donc un appui financier et technique pour ses activités.

98. M. RAPACKI (Pologne) dit qu'alors que l'Europe occidentale assiste à une diminution du nombre des demandeurs d'asile et des réfugiés c'est l'inverse en Pologne. La plupart des réfugiés en Pologne viennent d'Europe orientale et du Caucase, parmi eux un grand nombre de Tchétchènes. Pour de nombreux réfugiés, la Pologne est devenue une destination plus intéressante depuis son accession à l'Union européenne. Les centres d'accueil de réfugiés sont en train d'exploser, mais bien que cette situation soit préoccupante sur les plans social, humanitaire et sécuritaire, le Gouvernement polonais est d'avis que la mise en place d'un nouveau rideau de fer le long de la frontière orientale de l'Union européenne ne diminuera pas le flux vers l'Ouest.

99. La Pologne partage l'avis du Haut-Commissaire selon lequel une politique européenne commune (Fer de lance de l'Europe) est nécessaire pour traiter le phénomène des flux de

demandeurs d'asile et de migrants économiques. Une telle politique doit se traduire par la mise en place d'un système commun d'asile et par le lancement d'un programme pilote se concentrant sur un groupe particulier de réfugiés, ce qui serait un bon début pour développer l'idée.

100. Dans le contexte du réexamen de la structure du HCR en Europe, le Gouvernement polonais croit que le bureau du Haut-Commissariat à Varsovie doit poursuivre son rôle important. Enfin, le renforcement récent du partenariat du HCR et de l'ONUSIDA est positif, étant donné qu'un nombre croissant de réfugiés sont victimes de la pandémie du VIH/sida et par conséquent souffrent de discrimination en raison à la fois de leur statut de réfugié et de leur maladie. Il est permis d'espérer que le nouveau partenariat entre les deux institutions permettra de réduire la stigmatisation des réfugiés touchés par le VIH/sida.

La séance est levée à 13 h 5.
